

DECISION DU MAIRE N° 2025-24

DM2025032702



Objet : Titre de concession – Cimetière d'Ailly-sur-Noye – Concessions n°159 et 160 – Allée Jacinthes

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'AILLY SUR NOYE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération N° 001 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 portant délégation permanentes données au Maire par le conseil,

CONSIDÉRANT la demande présentée par Monsieur Pascal DEFRANCE ;

DECIDE

Article 1 : Il est accordé dans le cimetière d'Ailly-sur-Noye, au nom du demandeur susvisé et à l'effet d'y créer la sépulture familiale « DEFRANCE », deux concessions situées aux emplacements n°159 et 160, allée Jacinthes.

Article 2 : Ces concessions sont accordées au titre de concessions nouvelles à compter du 21 mars 2025, pour une durée de cinquante années, moyennant la somme totale de 80 euros par concession, soit un total de 160 euros, qui devra être versée à la caisse de la trésorerie de Montdidier.

Article 3 : Il sera rendu compte au Conseil Municipal de la présente décision.

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services, ainsi que Monsieur le Comptable Public, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La présente décision :

- sera transmise à M. le Sous-Préfet de Montdidier au titre du contrôle de légalité,
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Ailly-sur-Noye dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art 411-7 CRPA)
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Amiens par courrier, ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à Ailly-sur-Noye, le 27 mars 2025.

Le Maire
Pierre DURAND